



Au sommaire de ce numéro

Démondialisation ou altermondialisme (notes JL Michniak sur le débat Attac-Copernic.....	2
Quelle politique mener, quelles priorités (notes sur débat public attac Montrouge.....	4
Agenda.....	6
Organisation d'Attac 92.....	6

53

La force des peuples

Attac a besoin de vous, Attac a besoin de sous!

Si vous êtes assujetti à l'impôt sur le revenu, vous pourrez déduire 66% de votre cotisation du montant de votre impôt.

30 % de votre cotisation est reversée à votre comité local (dans les Hauts de Seine, Attac 92), le solde permettant à Attac France de financer et articuler les campagnes nationales et internationales

Faites adhérer à ATTAC !

Le prochain numéro paraîtra début janvier

Diffusez, par courriel ou sur papier...

Votre cadeau de Noël :

Abonnez vos parents, vos amis ! Il vous suffit de nous le demander.

Faites leur plaisir, et faites des économies !

La crise économique qui secoue nos sociétés depuis 2007 vient de passer un nouveau cap : elle s'est muée en crise politique avec la montée en puissance de la résistance populaire face aux politiques antisociales menées par les gouvernements. Le mouvement des Indignés, qui a démarré en Espagne, Occupy Wall Street aux Etats-Unis, et occupons La Défense en France sont des formes nouvelles de mobilisation d'une grande importance politique. D'abord parce que, en affirmant « nous sommes 99% », ils pointent l'exigence de démocratie face à l'oligarchie politico-financière symbolisée par la troïka FMI-Commission européenne-BCE, qui veut imposer ses politiques néo-libérales aux peuples européens. Ensuite, parce que ces mouvements sont d'un grand réalisme politique en portant la contestation sur les lieux où réside le pouvoir des responsables de la crise : la Puerta del Sol, la place Syntagma,, Wall Street, La Défense, Nice, ... Enfin, parce que ces mouvements n'ont pas de frontières, ils essaient d'un continent à l'autre, prenant leur source dans les mouvements sociaux qui ont porté le Printemps arabe. Cette nouvelle forme d'internationalisme vient renforcer le mouvement altermondialiste dans sa lutte contre la mondialisation néolibérale.

La crise politique qui frappe la Grèce, et menace plusieurs pays européens où les dirigeants sont affaiblis (Italie, Espagne, Allemagne, France), résulte d'un fossé croissant entre les peuples et leurs gouvernements. Si le Premier ministre grec a été acculé à proposer un référendum, vite retiré sous la pression du tandem Merkozy, c'est qu'il a perdu sa légitimité en acceptant les décisions iniques imposées par la troïka. La grande majorité du peuple, ainsi que des forces politiques et sociales, réprouve les différents accords négociés ces derniers mois à Bruxelles. Si les peuples européens pouvaient s'exprimer par les urnes, ils rejetteraient les politiques d'austérité et d'ajustement décidées dans l'intérêt des créanciers. Ils manifesteraient aussi leur opposition à la manière dont l'Union européenne est gouvernée contre eux, ainsi qu'ils l'ont déjà fait en France en 2005 et en Irlande en 2008.

Deux pays - l'Argentine et l'Islande - ont montré que seules de fortes mobilisations populaires parviennent à mettre en échec les politiques néolibérales et peuvent conduire à des politiques alternatives de sortie de crise. Il y a dix ans en Argentine, la rébellion populaire a bloqué le programme d'ajustement et les politiques d'austérité imposés par le FMI, et obtenu la chute du gouvernement avec le mot d'ordre « *Que se vayan todos !* ». Le nouveau gouvernement a augmenté les salaires et les dépenses sociales, abandonné la dollarisation et annulé une partie de la dette. L'économie argentine a connu un remarquable rebond, accompagné de progrès sociaux.

Démondialisation ou Altermondialisme ?

échos de la journée d'étude organisée par **Attac** et la **Fondation Copernic** le 19 novembre à Paris

Notes prises par **Jean-Louis Michniak**

Voici quelques échos (bien sûr partiels!) de ce moment très intéressant d'étude et de débats qui a eu lieu à Paris 11ème, à l'AGECA, 177 rue de Charonne, samedi 19 novembre 2011 de 9h30 à 17h.

Nombreux participants(tes) ; salle de réunion pleine: environ 130 personnes!

Ces interventions et débats, s'inscrivant bien dans la vocation d'éducation populaire des 2 organisations ont permis dans un climat serein de mieux comprendre les différents enjeux des discussions actuelles autour de cette question double (démondialisation et altermondialisme).

Ce thème, sous forme parfois de polémiques vives, interpelle plusieurs courants politiques progressistes et la Gauche, en général. . .L'aggravation de la crise financière internationale a intensifié les débats et les passions!

1. Quelques exposés (non exhaustifs ici)

Jean-Marie Harribey, économiste-enseignant, membre du Conseil Scientifique de Attac, ancien co-président de Attac

Il y a consensus pour "dénoncer les méfaits du néolibéralisme, mais pas unanimité pour les solutions proposées" pour remédier à la "grave crise de notre époque".

L'idée de démondialisation montre "qu'il y a des désaccords sur le contenu de la mondialisation"; "on ne peut pas résoudre le problème par addition de solutions nationales"; il y a de "l'impensé dans la démondialisation".

La crise actuelle est "une crise du Capitalisme classique doublée d'une crise du productivisme", à ne pas faire "dévier sur les oppositions de nations".

"Nous ne haïssons pas l'Etat-nation"; chez les peuples on note une volonté de "reconstruire leur souveraineté". Mais il ne faut pas tomber dans le piège du "protectionnisme unilatéral venant du plus fort!".

Sans sortir pour autant de la construction européenne, on dispose de plusieurs moyens pour "conforter la régulation économique et la transformation sociale: mieux rémunérer les salariés(es) en corrigeant la répartition travail/ capital; réformes fiscales, socialisation du Secteur bancaire; refonte des missions et du statut de la B.C.E. permettant de prêter de l'argent aux Etats à des taux d'intérêt faibles; audit citoyen de la dette publique; ne pas accepter que nos retraites soient capitalisées car elles dépendent souvent de fonds de pensions internationaux, véritables rentes bâties au détriment des peuples de pays émergents".

Daniel Vasseur, économiste, responsable du groupe des experts d'Arnaud Montebourg:

La démondialisation ne sera pas automatiquement de nature socialiste!

Le protectionnisme n'est pas une fin en soi, il doit être intelligent: contingentement des produits dont la production est déloyale, sélection des secteurs économiques concernés; pas de réaction xénophobe, ni "muraille de Chine", ni repli "dans son jardin potager".

Bien expliquer que nos mesures sont d'inspiration différente de celles de la droite populiste et de l'extrême droite, même si naturellement nous combattons le chômage et les attaques portées à la protection sociale.

Ne pas idéaliser le bilan des 30 années "glorieuses", ni de l'Etat-nation qui répondrait à tout!

La Chine a une prospérité due, notamment, à une "exploitation forcenée" d'une population innombrable de travailleurs(ses) dont la semaine d'activité est couramment de 80 heures (!), sans oublier la forte croissance et l'énorme masse de "capitaux flottants" en quête d'opérations financières et investissements "rentables" ou intéressants . . . stratégiquement; deux aspects particulièrement négatifs à relever: spéculations et corruptions très importantes!

Relancer la croissance (dont la chute a multiplié l'endettement), en respectant l'écologie.

Ne pas négliger les effets positifs de l'Union Européenne dans certains domaines: protection de l'environnement, etc.

Aux déséquilibres budgétaires dans la sphère publique, il y a des remèdes possibles (emprunt partiellement?) dans les épargnes considérables disponibles dans les pays;

Par contre, "beaucoup de biens publics doivent être gérés au niveau planétaire".

Elisabeth Gauthier, directrice d'Espaces Marx, conseillère de formation secteur Banques/Assurances, revue européenne Transform

La démondialisation est une "réponse insuffisante à la crise mondiale du capitalisme financiarisé et globalisé".

Il faut chercher à "mettre en tenaille" les responsables opérateurs du néolibéralisme transnational.

Des mesures de protection micro et macro-économiques sont toujours utiles, concernant les salariés, les P.M.E.

Un "accès facilité au crédit bancaire" en faveur des entreprises et projets est à retenir.

Ce sujet n'est pas seulement un débat de spécialistes car une partie de l'opinion s'en est emparé, la dimension devient quasi "populaire": la droite et l'extrême droite tentent de récupérer "l'insécurité d'ensemble ressentie par les populations . . .

"La souveraineté populaire prime sur la souveraineté nationale, l'état-nation semble dépassé". Attention aux réponses simplistes et faciles du genre: "revenons à nos frontières et nous réglons tout";

Dans la logique du Capitalisme financier qui domine l'économie réelle), la mise en concurrence des travailleurs est organisée à plusieurs échelons: au sein de l'entreprise, à l'intérieur d'un pays, au niveau international . . . La réalité de ce schéma échappe parfois à certains salariés, portés davantage à s'en prendre à la main d'oeuvre mal payée (et mal protégée) qu'aux responsables (difficiles à trouver!) de cette "organisation-répartition" des activités! Mais perdre son emploi, quelle que soit la "justification", est une épreuve très lourde, dans bien des cas . . .

Xavier Ricard, Directeur des partenariats internationaux au C.C.F.D.- Terre solidaire:

La démondialisation ne doit pas dégénérer en "guerre de tranchées" entre les populations!

L'altermondialisme est un projet de démondialisation du Capitalisme.

La crise globale rend “nécessaire la régulation de la finance : taxe sur les transactions financières, lutte contre les paradis fiscaux, etc.

Dans des pays émergents, se font jour de nouvelles formes de lutte des forces de progrès et mouvements de la société civile, localisées sur des territoires (véritables enjeux politiques) et non par branches économiques. Des résistances territoriales s’organisent contre des pressions et irruptions “exogènes” de multinationales ou d’ Etats complices des puissances d’ argent ou agents d’ un nouveau “colonialisme” : au Pérou, en Inde (opposition à une implantation de Michelin), en Afrique (contre l’ accaparement de terres de culture) ; en Amérique de Sud, l’ association Latindadd agit pour l’ accès au crédit et le développement local, pour bloquer les “accords de libre-échange” peu bénéfiques aux populations, pour promouvoir un réseau régional (monnaie, coopération, investissement) ; des voies inédites des expériences novatrices apparaissent, notamment, dans des pays latino-américains . Cela est à saluer !

Bernard Cassen, journaliste, ancien Directeur général du Monde diplomatique, Président d’ honneur de ATTAC, secrétaire général de “ Mémoire des Lutttes :

“Les deux concepts sont différents, mais s’ appuient l’ un sur l’ autre, c’ est une fausse querelle de vouloir les opposer , c’ est taper sur un moulin à vent !” ; en effet, “l’ altermondialisme, c’ est une culture de contre-pouvoir, un gisement d’ idées, de ressources de propositions” ; “ la démondialisation, c’ est l’ objectif de conquête et d’ exercice du pouvoir” pour concrétiser des projets. La démondialisation implique de “mettre le paquet sur les économies locales et non pas sur l’ export” ; “La sortie sèche de l’ Euro n’ est pas le but, la zone (risque) de s’ effondrer toute seule sous les à-coups des marchés financiers et, également, en raison de l’ absence de véritable volonté politique” .

Pierre Khalfa, membre du C.S. Attac, co-Président de la Fondation Copernic, Syndicaliste “Solidaires” , avec juste raison, remarque: “attention au message que l’ on envoie à l’ opinion !” ;

“La mondialisation doit passer du service de la Finance au service des Peuples”: dans certains domaines, il faut “davantage de mondialisation”: lutte contre la pollution, la dégradation écologique, pour une meilleure gestion des éco-systèmes; dans d’autres domaines, il faut “moins de mondialisation”: relocaliser les systèmes productifs, réduire les flux de capitaux et de marchandises;

Si le protectionnisme est envisagé, il faut penser aux réactions et rétorsions déclenchées, cela va aggraver les tensions entre les nations sans tout régler !” ;

Exemple d’ une mesure unilatérale possible sans impacter les relations extérieures: pour le remboursement de la dette publique, le gouvernement peut décider un moratoire ou faire de la création monétaire (monétiser) par le biais de la Banque de France; mais on a intérêt à rester dans la zone euro.

Dominique Plihon, Professeur d’ Economie financière, Président du C. S. Attac :

Il faut bien prendre en compte la “dimension en faveur des dominants, dans le fonctionnement actuel de l’ Etat politiquement néo-libéral” .

Il y a “deux pôles distincts, de responsabilité différente : l’ altermondialisme (contre-pouvoir) et la démondialisation (recherche du pouvoir) qui se complètent et sont nécessaires” !

Il faut préférer les mesures où il y a des coopérations renforcées (avec 2, 3 Etats, par exemple) , le protectionnisme décrété d’ un seul coté peut être dangereux .

2. D’ autres interventions et discussions ont eu lieu durant cette journée qui a donc été très dense et dans une ambiance de franchise et d’ écoute réciproque. Sur un sujet aussi complexe, il était difficile de clore définitivement les débats et d’ apporter une conclusion aboutie !

Merci à Julien Landfried (MRC) “l’ euro va probablement dans le mur” ; à Jacques Rigaudiat (Fondation Copernic) “ ne pas jouer les anges béats vis-à-vis de la Chine , toute puissance économique a les moyens de se défendre, même partiellement” ; Roger Martelli (F. Copernic) “situation complexe, mais le supra-national (démocratie à faire progresser) peut aider à résoudre des problèmes non solutionnés par les Etats” ; et d’ autres amis(ies) : Anne-Cécile Robert (Monde diplomatique) ; André Bellon (République !) ; Stéphanie Treillet (ATTAC) “Euro: monnaie unique dans un ensemble de pays en” guerre économique! ” ; sans oublier des militants syndicalistes et associatifs: Serge , Claudine, Janette, Frédéric, etc.

3. Conclusion . . . provisoire !

Large accord sur la priorité de la réindustrialisation pour des activités utiles, écologiques et dans une perspective de solidarité internationale, largement reliées à la proximité de l’ habitat des citoyens(nes) , sans omettre des questions à approfondir du type: qu’ est-ce qu’ une concurrence loyale, un commerce équitable en agriculture (Confédération paysanne) et comment concrètement mettre en place une taxe de transport de marchandises (import et export) au kilomètre, dispositif intéressant pour ATTAC, sans avoir le défaut de l’ unilatéralisme . Des mesures protectionnistes (avec discernement!) sont fortement appuyées .

Terminons par une invitation d’ espoir du sociologue et écrivain philippin : Walden Bello (plusieurs fois cité par des orateurs) :

Nous n’ avons « pas d’ autre choix :

convaincre les masses désenchantées qu’ un autre monde est possible » .

Travaillons avec toutes les (autres) bonnes volontés à l’ application de nos projets altermondialistes .

Quelle politique mener ? quelles priorités ? libre débat entre citoyens (notes prises le 3 novembre)

La France est dans une situation catastrophique : chômage massif, qui frappe d'abord les jeunes, services publics à l'abandon, inégalités galopantes, désindustrialisation, crise financière, crise écologique, ...

L'urgence est à l'élaboration d'un vrai programme répondant aux besoins sociaux et écologiques. Il faut que les citoyens puissent débattre et décider de ces politiques avec pour objectif d'établir les priorités à satisfaire pour les mois et les années à venir. C'est la raison pour laquelle le groupe local Attac de **Montrouge** a organisé une **réunion publique**, dont l'objectif était : donner la parole aux citoyens.

Rien ne se fera sans une solidarité nationale minimale qui consistera à redéplacer vers les salaires, les services publics et la protection sociale la part de la richesse produite par tous, qui a été détournée vers les profits et le privé. Rien ne se fera si, face à l'insécurité économique et sociale d'où découlent toutes les peurs et toutes les insécurités, nous n'optons pas pour la sécurité sociale et la sécurité économique. Les citoyens doivent pouvoir dire haut et fort que, loin de rejeter l'autre, les autres, ils veulent « vivre ensemble ».

Jean-Paul introduit la réunion : ATTAC trouve important que les choix politiques ne soient pas élaborés dans des cercles restreints, et que les citoyens discutent ensemble des politiques à mener. Certaines idées peuvent au départ être considérées comme utopiques, puis par la suite être reprises par le plus grand nombre : c'est le cas par exemple de la taxe sur les transactions financières, que soutient ATTAC depuis le début (c'est même la signification de son logo avec le %).

Alexis : la taxation des transactions financières, c'est bien, mais limité (une « solution de gagne-petit »). Le système capitaliste doit être désigné comme responsable. Si on dit « il faut supprimer la Bourse », on n'aura aucun écho ; c'est pourtant ce qu'il faudrait faire.

Delphine : les salaires sont trop bas ! 1500€ bruts pour 40 heures ! Et puisque Daniel semble bien connaître la démocratie athénienne antique, peut-il en dire quelques mots ?

Jean-Jacques : OK, c'est la société capitaliste qui est en cause. Mais comment la *dépasser* (c'est le terme de Marx). La Sécurité Sociale a une logique différente de celle du capitalisme.

La dette n'est pas un problème. Si c'est pour investir (éducation, ...), c'est bien ; si c'est pour alimenter en spirale la spéculation, c'est une mauvaise dette. Les inégalités, la pauvreté, se développent dans ce pays.

Le but, c'est de décourager la spéculation.

Daniel : la « démocratie » athénienne était réservée aux seuls Athéniens mâles ; les esclaves. et les femmes en étaient donc exclus. Ce qui était bien dans la société athénienne, c'était l'*agora* (discussion sur la place publique).

Delphine : on a formé en France une société de commerçants. On vote pour des gens qui nous dirigent dans le mur. On ne développe pas assez les arts.

Daniel : Faisons un exercice : rêvons ! Ce soir, nous sommes à la fois le gouvernement et le Parlement. Quelles sont nos priorités ? Egalité des genres, santé, petite enfance, transports, agriculture, vraie démocratie, finances ?

Alexis : supprimer la propriété

Daniel : A mon sens, l'instauration d'une démocratie véritable nous ramène inévitablement à la revendication d'Attac de désarmer la finance. Supposons que c'est fait : quelles sont alors nos priorités ?

Alexis : plus précisément, abolir la propriété privée des moyens de production

Michel : mettre l'économie au service du citoyen

Alexis : Attac n'a pas fait tache d'huile...

Michel : en 81, on a nationalisé les banques

Catherine : Tout ce qu'avait annoncé ATTAC se produit, mais il n'y a pas eu de relais politique.

Alexis : ça commence à émerger parce qu'il y a une crise.

Claire : on parle de la *chance* d'avoir un travail. Mais on ne parle pas d'un travail *qu'on aime*.

J'aimerais qu'il y ait : moins d'accumulation, moins d'automatisation, moins d'organisation (on est surorganisés, trop souvent contraints de suivre une seule voie, par exemple dans l'utilisation des logiciels informatiques).

Michel : On n'a pas aujourd'hui l'offre politique qu'on attend. Je ne vois pas de discours alternatif de la gauche. Tous les discours se ressemblent.

Nicolas : mais est-ce que ça a jamais existé, une offre politique alternative ?

Delphine : C'est dommage que Ségolène ne soit pas passée en 2007 car depuis le droit de vote des femmes en 1944, il serait temps d'avoir une femme présidente au 21ème siècle J'aurais aimé bien sûr que Martine Aubry gagne les primaires.

Michel : l'offre politique alternative la plus marquante du passé, c'est la Révolution française ! Ma priorité est que tous les jeunes aient un travail décent !

Nicolas : oui, mais quels anges gardiens vont leur créer les postes ?

Jean-François : il suffit d'avoir des idées : il faut faire de la recherche, trouver de nouveaux produits : on ne produit pas ce qu'on devrait produire, on fabrique des produits dangereux. Améliorer la qualité de l'alimentation. La consommation d'énergie ne fait qu'augmenter.

Après 45 ans, on n'est plus rentable. On utilise très mal le potentiel de travail. Il n'y a pas de limite à la quantité de travail. Veut-on continuer à travailler autant ?

Il faudrait contrôler : ce qu'on veut faire, comment on veut le faire.

Nicolas : la plupart des innovations servent à réparer les dégâts engendrés par les innovations précédentes. On a promu un urbanisme qui sépare les gens ; puis il a fallu des moyens de transport. C'est ce qu'on appelle le progrès !

Un vélo, c'est un outil, une imprimante, c'est une machine (des choses qu'on ne sait pas réparer).

Alexis : il s'agit de gérer de façon correcte l'énergie, les ressources : ça fait de l'emploi. Dans l'alimentation, il y a des gisements d'emplois. Revoir comment on consomme (exemple du nucléaire).

Michel : en tirant sur la ficelle du travail, ça touche tout.

Catherine : limiter l'échelle des revenus. C'est à la fois un fléau, et le symptôme de la dégradation de la société.

L'échelle des revenus devrait être réduite de 1 à 10.

L'éducation : il y a une dégradation effrayante, on va vers deux éducations nationales ; il n'y a plus l'ambition d'amener tous les enfants d'une classe d'âge au maximum de leurs potentialités, à être citoyens et qualifiés, susceptibles de parvenir à une profession intéressante.

Jean-Jacques : la finalité : une société où on peut vivre ensemble.

- Réduction des inégalités. Suppression de l'exploitation –aliénation. La Révolution de 1789 n'a fait qu'amener au pouvoir la classe bourgeoise à la place des nobles.

- Une réelle démocratie, à inventer. Actuellement, elle est délégataire, et le pouvoir est réduit par rapport à la finance.

Les primaires socialistes ont intéressé.

Delphine : le bonheur. Ne pas souffrir.

Promouvoir les arts, en particulier la musique, essentiels au développement psychique, physique, relationnel, et à l'équilibre de l'homme (3 axes : cœur, corps, esprit).

Thérèse : Comment on peut fédérer un groupe ? Donner un idéal. On est en perte de repères, de transcendance.

Comment redonner de la vie, du sens ? On a perdu le sens de la fête... la cuisine et des repas festifs pris en commun, par exemple lors de réunions comme celle-ci, permettent d'aller dans cette direction... C'est très extraordinaire qu'on soit en vie, profitons de chaque minute !

Lucie : Répartition des richesses ; limiter les revenus ; inégalités de pouvoir.

Répartition du travail : décent, bonnes conditions. Défisiscaliser les heures sup, ça n'a pas de sens !

Comment revenir à des valeurs de solidarité, de répartition équitable ?

On ne réfléchit plus : apathie générale, indifférence... Comment je vais transmettre mes valeurs à mes enfants ?

Reconstruire des solidarités. Comment atteindre les gens ? On n'a pas tous les mêmes valeurs.

Nicolas : Notre système de protection sociale (mise en commun) n'a-t-il pas été contre-productif, quand il a remplacé le système antérieur, qui faisait appel à la solidarité de chacun ?

Michel : On a créé un filet de sécurité, c'est un amortisseur social aux crises.

C'est la marchandisation qui détruit les solidarités...

Claire : plus de patrons, des coopératives !

Daniel : Si les revendications d'Attac contre les marchés financiers et la Bourse ne rencontrent pas l'écho que nous souhaitons, comme le souligne Alexis, c'est parce que le pognon des marchés financiers est un pognon complètement artificiel que personne ne parvient à concevoir comme sien. Maintenant qu'elle a eu satisfaction de toutes ses revendications de dérèglementations, la finance est plus que jamais un bateau ivre...

Qui va les créer, les emplois ? Il y a nombre de besoins non satisfaits, il y a pléthore de produits inutiles (dans ma boîte, on m'oblige à changer d'ordinateur personnel !...)

La monnaie se crée par le crédit

Ce qui manque, c'est la volonté politique d'affecter les ressources à la satisfaction des besoins.

Je suis pour un revenu maximum. C'est un des candidats à la prochaine élection présidentielle qui le prône : au delà de 360 000 € par an, on prend tout (sous-entendu : sous forme d'impôt).

Jean-Paul : Décider ensemble de ce qu'on veut produire, en tenant compte des ressources disponibles, en se projetant dans le temps, c'était ce qu'on appelait la planification démocratique. Le plan est aujourd'hui abandonné, il n'y a pas de politique industrielle, ni agricole...

Avoir un travail avec un salaire décent, de bonnes conditions de travail, mais aussi un travail qui plaise : on a appelé ça l'autogestion, les décisions prises, dans l'entreprise par un conseil d'administration composé à part égale des représentants des travailleurs, du capital, et des usagers ou clients...

Et on parlait de propriété sociale des moyens de production et d'échange.

Ce triptyque était le programme de la CFDT, au début des années 1970, peu avant d'être repris par le PS. Il est à mes yeux toujours d'actualité, et qu'il puisse paraître bien utopique montre à quel point on a reculé depuis.

Nicolas : on a connu la période du capitalisme d'Etat, et malheureusement les usagers n'en gardent pas un souvenir impérissable.

Jean-Jacques : On a fabriqué une image négative. Les nationalisations ont été confondues avec l'étatisation, si on change uniquement la propriété, ça ne change rien. Je suis pour l'appropriation sociale.

Jean-François : il faudrait s'appuyer sur les droits fondamentaux (logement, chauffage, alimentation, santé ...)

Daniel : pour répondre à Nicolas, en 1945, les caisses de la Sécurité sociale étaient gérées par les travailleurs, c'est l'ordonnance de 1967 qui a introduit le paritarisme (50 % pour les travailleurs, 50 % pour le patronat).

Il y a pu y avoir distorsion des solidarités, mais le bilan est plutôt positif ; la Sécu a été un moteur de développement.

Jean-Jacques : le fait qu'il y ait davantage de « chacun pour soi » n'est pas imputable à la Sécu, mais à l'évolution sociologique, à la rupture des solidarités avec l'atomisation des travailleurs, dispersés dans des petites structures (alors qu'ils étaient regroupés dans de grandes entreprises).

Et à partir des années 1980, il y a eu une offensive idéologique pour que la finance reprenne la main.

Nicolas : Milton Friedmann, qui a surtout défendu le « libre choix », a été un peu naïf...

Michel : Les économistes nous ont fait croire qu'ils savaient.

Les écologistes avaient raison et on les comprend mieux aujourd'hui.

Alexis : pourquoi le tiers-monde est-il acquis au capitalisme ? Je viens d'Algérie : ils veulent tout ce qu'ils voient à la télé.

Lucie : Moi aussi je veux bien sûr un four, une machine à laver, un ordinateur, une voiture... Mais je ne suis pas pour autant acquise à l'idéologie capitaliste !

Quelle chance a le programme du Front de Gauche d'advenir ?

Michel: pourquoi à gauche on s'affronte ? On est toujours dans la logique du « social- traître ». Il y a eu 17 % des voix pour Montebourg : la question des alternatives intéresse beaucoup de monde.

Daniel : En 1936, si la loi sur les congés payés a été votée à la quasi unanimité (alors qu'elle ne figurait pas dans les programmes des partis), c'est qu'il y a eu un mouvement populaire puissant...

A cette condition *sine qua non*, le mieux peut advenir quel que soit le résultat des élections prochaines.

Jean-Paul : ce sera la conclusion provisoire : mettons la pression !

Agenda

du 9 novembre au

4 décembre Nanterre

« Le socle des vertiges »

Théâtre des amandiers

Texte et mise en scène de **Dieudonné Niangouna**

Né en 1976, à Brazzaville (République du Congo), *Dieudonné Niangouna* est auteur, acteur et metteur en scène. Rien ne décrit mieux son écriture que le nom de sa compagnie : Les Bruits de la rue. Son oeuvre littéraire se nourrit de la rue, reposant sur un langage explosif et dévastateur, à l'image d'une réalité lointaine, cachée et pourtant terriblement évidente : celle des guerres civiles du Congo.

Dieudonné Niangouna sera artiste associé au Festival d'Avignon 2013.

Le Socle des Vertiges est une fiction, une histoire racontée par deux frères, Fido et Roger, un légitime et un renégat, fratrie aux prises avec le Congo des années rouges, héritage de la colonisation.... Relégués dans les quartiers les plus ignorés de Brazzaville (Crâneurs et Mouléké), nos deux protagonistes partent de la mort de leur père Joachim, remontent à leur amour rival pour Diane, en passant par la mafia du secteur et l'enclavement de la zone... jusqu'à faire entendre le silence de leur mère Jane, qui révélera bien tardivement le secret de leur naissance.

Pour plus de renseignements cliquez sur le lien <http://www.nanterre-amandiers.com/2011-2012/le-socle-des-vertiges>

Les adhérents de l'association ATTAC bénéficient du tarif de 15€ au lieu de 26€

8 décembre Bagneux

La Ligue des droits de l'Homme invite au débat sur le thème

« **Police et discriminations** »

20 h salle Henri Coudon, 18, rue Salvador Allende

autour du témoignage de **Sihem Souid** (auteur du livre « Omerta dans la police »)

et avec la participation de **Marie-Hélène Amiable**, députée-maire de Bagneux

et de **Françoise Dumont**, vice-présidente de la LDH.

La police nationale est normalement au service du public et des citoyens. De nombreuses affaires récentes nous amènent aujourd'hui à en douter. L'institution républicaine ne semble plus la garante des valeurs qu'elle est censée défendre.

Organisation d'ATTAC 92

Siège social: 6, rue Ledru-Rollin 92150 Suresnes attac92@attac.org

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92> (Eric Thiébaud) (web.attac92@attac.org)

Président d'ATTAC 92 : Eric Colas president.attac92@attac.org

Secrétaire : Jean-Louis Michniak secrtaire.attac92@attac.org **Secrétaires adjointes :** Sophie Maloberti, Cécile Ganeval

Trésorier : Hubert Guérinet **Trésorière adjointe :** Rosette Kebadjian

CNCL Attac Ile-de-France : Cécile Ganeval **Groupe communication :** Hubert Guérinet, Christian Hamon, Cyril Pocréaux

Fichier : Nicolas Lasman **Correspondant Electronique Local :** Jean-Paul Allétru

Groupes de proximité :

Bagneux : Daniel Montoux Asnières : Guy Rodary Clamart : Eric Colas Antony : Cécile Ganeval

Colombes : Bernard Kervella , Adda Bekkouche Clichy : Jean Quebre, Marthe Chabrol

Rueil-Malmaison/ GP Mont Valérien : Cyril Pocréaux Suresnes/GP Mont Valérien : Michel Fenayon Nanterre/ GP Mont Valérien : Jacques Pinoteau

Courbevoie : Annie Reynaud Montrouge : Jean-Paul Allétru; Catherine Sindicas ; Marjorie Gaudemer Genevilliers : Nelly Viennot

Bulletin d'adhésion 2011

NOM (en capitales) : **PRENOM :** **Homme / Femme (rayer la mention inutile)**

Date de naissance : **Profession :**

Adresse : **Code postal :** **Ville :** **Pays :** **Téléphone fixe**

Mobile :

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2010 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 1 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € : 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :

par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex - France

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac , chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart Responsable de la publication : Eric Colas (president.attac92@attac.org)